



Franck MARMOZ

55 ans

franck.marmoz@univ-lyon3.fr

06 61 71 63 97

Titres universitaires

1- Doctorat en droit

Titre de la thèse :	La délégation de pouvoir
Date de soutenance :	22 janvier 1999
Lieu de soutenance :	Université Jean Moulin Lyon 3
Directeur de thèse :	M. le Professeur Yves REINHARD
Rapporteurs :	M. le Professeur Pascal ANCEL M. le Professeur Jacques MESTRE
Suffragants :	M. le Professeur Hervé CROZE Mme Sabine DANA

Mention très honorable avec les félicitations du jury, proposition pour le concours de prix de thèse et l'obtention d'une subvention.

2 – Maîtrise de conférences

- 2015 : Nommé maître de conférences hors classe (contingent CNU)
- 1999 : Qualification aux fonctions de maître de conférences – section droit privé et sciences criminelles
- 1999 : Recrutement en qualité de maître de conférences Université Jean Moulin - Lyon 3

3 – Habilitation à diriger des recherches

Date de la soutenance :	14 décembre 2004
Président du jury :	M. le Professeur Yves REINHARD
Suffragants :	M. le Professeur Pascal ANCEL M. le Professeur Hervé CROZE M. le Professeur William DROSS M. le Professeur Jean-Pierre VIENNOIS

Formation

- Juin 1993 : DEA de droit privé et sciences criminelles Université Jean Moulin Lyon 3.
- Juin 1991 : DESS de droit des affaires et fiscalité, *mention assez bien, major de promotion*, Université Jean Moulin Lyon 3,
Diplôme de juriste conseil d'entreprise (DJCE), spécialité droit des sociétés, *mention assez bien, major de promotion*,
DU de droit comparé – Institut de droit comparé - Edouard LAMBERT, *mention assez bien.*

Distinctions

- 2017 : Chevalier dans l'Ordre des palmes académiques

1 - Travaux

Ouvrages personnels

- Droit des sociétés, 4^{ème} éd. 2022, Ed. ELLIPSES
- La délégation de pouvoir, 2000, Ed. LITEC

Ouvrages en collaboration

- 600 questions de culture juridique générale, 2022, Ed. ELLIPSES, coauteurs N. CHAREYRE, C. PUTANIER
- Blockchain et droit, Actes du colloque, Directeur scientifique du colloque, Auteur du propos introductif p. 1 s. Collec. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2019 ;
- Lexique de droit bancaire et financier, 6^{ème} éd., 2009, Ed. DUNOD, (rédaction de la partie droit bancaire) coauteurs Mme le Professeur B. SOUSI et M. S. DUSSART ;
- La préparation à l'épreuve de culture générale des concours et examens d'accès aux professions juridiques et judiciaires, 2007, Ed. ELLIPSES, coauteurs R. BARON et N. CHAREYRE ;
- Méthodologie juridique - Droit Cambodgien, Ed Association pour le droit Cambodgien, 2006, direction scientifique de la rubrique droit des affaires, codirecteurs M. le Professeur W. DROSS, M. le Professeur H. FULCHIRON, M. le Professeur M. GAILLARD.

Articles et notes personnels

- *De l'influence du débat d'intérêt général sur la prévention des difficultés des entreprises*, Revue LAMY Droit des Affaires, avril 2019 ;
- *La Justice prédictive, entre réalité et fiction, quelles conséquences pour les professionnels du droit ?* Annales de la Faculté de droit d'Alger, 2019 ;
- *Les bonnes pratiques en matière d'organisation des missions avec un sapiteur – les difficultés rencontrées - le regard universitaire*, 54^{ème} Congrès National des Experts Comptables de Justice Aix-en-Provence 16 octobre 2015 - La collégialité de l'expertise ;
- Note sous Cass. Com. 6 mai 2014, *GIE : l'article L.251-1, alinéa 2, du code de commerce ne fait pas obstacle à l'affectation d'une partie des bénéfices à une réserve statutaire*, RLDA sept.2014, p.10 ;
- *Vers une adaptation du régime de l'auto-entrepreneur*, D. 2013 p. 1672 ;
- Note sous Cass. Com. 10 juil. 2012, *Le représentant des co-indivisaires, désigné sur le fondement de l'article L.225-110 du Code de commerce, peut être un associé*, D. 2012, p. 2429 ;
- Note sous Cass. Com. 13 mars 2012, *L'insaisissable déclaration de l'article L.526-1 du Code de commerce*, D. 2012, p. 1460 ;
- *Les emprunts « toxiques » souscrits par les collectivités territoriales : quelle réponse juridique ?* Revue Française de Finances Publiques 2012, n.120, p. 89 ;
- Note sous Cass. Com. 20 sept. 2011, *La recevabilité de l'action du liquidateur judiciaire en vue de fixer la contribution aux pertes des associés d'une société civile de moyen*, D. 2011, p. 2970 ;
- Note sous Cass. Com. 8 fév. 2011, *La Cour de cassation révèle sa nouvelle jurisprudence en matière de prescription de l'action en nullité des conventions réglementées dissimulées*, D.2011 p. 1321 ;
- Note sous Cass. Ch. Mixte, 19 nov. 2010, *Le pouvoir de licencier dans les SAS*, D. 2011 p. 344 ;
- Note sous Cass. Com. 14 sept. 2010, *De la validité des conventions de gestion*, D. 2011 p. 57 ;
- L'EIRL : nouvelle technique d'organisation de l'entreprise, D. 2010 p.1570 ;

- Note sous Cass. Com., 18 mai 2010, *Le refus de sanctionner par la nullité la délibération d'un organe social adoptée en violation d'une disposition statutaire*, D.2010 p. 2405 ;
- Note sous Cass. Crim., 08 déc. 2009, *Appréciation de la validité d'une délégation de pouvoir*, JCP E, 2010, 1380 ;
- Note sous Cass. com., 6 févr. 2007, *La rupture brutale des relations commerciales établies relève du domaine de la responsabilité délictuelle*, JCP G, 2007, II, 10108 ;
- Note sous Cass. 2ème civ., 21 déc. 2006, *Le caractère professionnel d'une dette n'est pas exclusif des mesures des procédures de surendettement*, JCP G, 2007, II, 10036 ;
- La transparence est-elle encore une vertu ? RJDA 49-64 05-2010 ;
- Note sous Cass. 1er civ. 07 mars 2006, *Nul n'est censé ignorer que la jurisprudence peut changer*, D. 2006, p. 2894 ;
- Note sous Cass. 1er civ. 9 oct. 2001, *L'application dans le temps de l'obligation d'information du médecin*, PA 2002 n. 52, p. 17 ;
- *Surendettement et droit commun*, RRJ, 2001-4, p.1389 ;
- Note sous Cass. crim. 18 janv. 2000, *La responsabilité pénale des personnes morales*, JCP éd. E 2001, p. 278.

Articles et notes en collaboration

- Note sous C.A. Lyon, 3ème chambre, 30 mars 2012, n.10/08597, JurisData n.2012-006282, *Rupture brutale d'une relation commerciale établie* ;
- Rédacteur au Bulletin des arrêts de la Cour d'appel de Lyon (Bacaly), Publication de l'équipe de droit privé sous la direction de Mme le Professeur PORCHY-SIMON ;
- Note sous Cass. com. 10 mai 2000, *La revendication des créances de sommes d'argent dans les procédures collectives*, JCP éd. E, 2001, p. 521, Coauteur M. L. COURTOT ;
- Note sous Cass. com. 15 févr. 2000, *Cause et économie du contrat, un tandem au service de l'interdépendance des contrats*, PA 2000, n.260, p. 12, Coauteur Mme. G. MEILHAC-REDON.

Recension

- *Le cadre de la gouvernance d'entreprise dans l'Union Européenne*, Réponse à consultation publique de la Commission Européenne par le groupe Trans Europe Experts, éd. Société de législation comparée, RTDC 2012/4.

Préface

- Préface de l'ouvrage de M. Philippe REBATTET, *Fiscalité internationale du patrimoine*, Editions Lexis Nexis Précis Fiscal, 2016 ;
- Préface de l'ouvrage de MME S. BORY, M. CHARRET-DEL BOVE ET GIBSON, *L'épreuve d'oral d'anglais aux concours administratifs*, Editions Ophrys, 2011.

2 – Colloques et conférences

- « Gouvernance responsable » Intervention dans le cadre de la table ronde organisée par Lyon Place Financière (LPF) dans le cadre de la 6^{ème} Biennale Business et Droit, 29 novembre 2021
- *Justice prédictive de la fiction à la réalité, quelles conséquences pour les professions du droit ?* Intervention à l'Université d'Alger 1 dans le cadre d'un colloque Intelligence artificielle et droit, sous la direction du Pr. Ali FILALI, oct. 2018 ;
- *Le surendettement de l'emprunteur immobilier*, intervention dans le cadre d'un colloque de droit comparé consacré au crédit immobilier à l'Université de Valladolid, 17 novembre 2017 ;
- 54^{ème} Congrès National des Experts Comptables de Justice – La collégialité de l'expertise – *Les bonnes pratiques en matière d'organisation des missions avec un sapiteur – les difficultés rencontrées - le regard universitaire* – 15 et 16 octobre 2015, Aix en Provence ;
- Colloque international sur le patrimoine – *variation autour du patrimoine* – 4 février 2015, université nationale du Laos, Vientiane et les 6 et 7 février 2015, Université royale de droit et des sciences économiques de Phnom Penh, Cambodge ;
- Présidence d'un colloque à l'Institut d'Etudes Politiques de Madagascar, « développement du secteur privé et droit des affaires à Madagascar », Antananarivo 13 mars 2014 ;
- Variations autour du droit des sociétés, *La délégation de pouvoir : actualité d'une intuition*, Journée d'études organisée en l'honneur de M. le Professeur Yves REINHARD, Université Jean Moulin Lyon 3, Equipe de droit privé Centre de théorie juridique Louis JOSSERAND, mars 2012 ;
- Emprunts toxiques et collectivités locales, *Un renforcement des exigences pesant sur les établissements bancaires*, Université de Montpellier, 26 janvier 2012 ; colloque organisé par Mme le Professeur P. IDOUX et M. G. MERLAND, actes publiés aux éditions Les cahiers de Lysias, société d'édition électronique ;
- *Affaires économiques et financières : que fait la Justice ?* Table ronde organisée par l'IEJ et la Revue Acteurs de l'économie, Mardi 11 mai 2011 ;
- Finances publiques finances privées, *Les emprunts structurés souscrits par les collectivités territoriales*, Université des Antilles et de la Guyane, 8 et 9 décembre 2011, organisé par le Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe (CRPLC) et Centre d'Etudes et de Recherches Fiscales (CERF), Université Jean Moulin, Lyon 3 ;
- *Quel avenir pour l'EIRL ?* Colloque organisé à l'Université Jean Moulin – Lyon 3 par le Centre de théorie juridique, 14 janvier 2011 ;
- *La responsabilité du banquier prêteur de deniers*, Intervention dans le cadre du colloque La responsabilité du banquier, Université Jean Moulin Lyon 3, 25 octobre 2009 ;
- *Le point de vue d'un juriste sur l'œuvre d'Harold Pinter, prix Nobel de Littérature*, Intervention dans le cadre du colloque international Viva PINTER, Lyon 25 mars 2007
- *Existe-t-il un droit au crédit ?* Conférence à l'Institut d'Economie et de Droit Douanier du Maghreb, Alger, 22 et 23 mai 2003.
- *Les conséquences de l'élargissement de l'Union Européenne pour la République du Bélarus*, intervention dans le cadre du colloque *L'élargissement de l'UE et la procédure communautaire de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, Minsk 18 et 19 mai 2004

3 - Responsabilités scientifiques

- Membre de l'équipe de recherche de droit privé Louis Josserand, EA3707, Université Jean MOULIN - Lyon 3 ;
- Directeur de la semestrialité droit des affaires Diplôme Supérieur du Notariat ;
- Membre du conseil scientifique du Centre Notarial de Droit Européen 2012-2017 ;
- Membre du comité d'évaluation des diplômes de la Faculté de droit de l'Université du Royaume de Bahreïn pour les masters de droit commercial (2014) ;
- Membre du Conseil de direction - Programme de Master commun européen, CEPOL, *European Police College*, Budapest, Hongrie (2014-2017).

Direction de thèses

Thèses soutenues

- M. David BOISIS, Procédures collectives et secret des affaires, date de soutenance novembre 2022, (*M. David BOISIS est inscrit à l'EFB de Paris*) ;
- M. Khaled AGUEMON, Réflexion sur l'abus en droit des sociétés dans l'espace OHADA : contribution du droit français, date de soutenance septembre 2013 (*M. Khaled Aguemon est devenu responsable juridique du groupe Colas CEDEO, Côte d'Ivoire*) ;
- M. Alban PALSEUR, Participation à l'étude de la qualification juridique des produits dérivés de crédit en droit français, date de soutenance décembre 2011 ;
- M. Karim AARAB, Analyse du principe de la double protection juridique des dessins et modèles, date de soutenance décembre 2010 (*M. Karim AARAB est devenu avocat aux Barreaux de Lyon et de Casablanca et Pr à l'ISCAE Maroc*) ;
- M. Naim SABIK, Le rôle de la propriété industrielle dans la protection du consommateur date de soutenance mai 2010 (*M. Naim SABIK est devenu enseignant titulaire à l'Université Sultan Moulay Slimane de Beni Mellal*) ;
- M. Walid MADJOUR, La responsabilité civile du banquier dispensateur de crédit : étude de droit comparé français – algérien, date de soutenance décembre 2009 (*M. Walid MADJOUR est devenu enseignant à l'Université d'Alger à partir de la rentrée universitaire 2010/2011*).

Direction de mémoires

Nombreuses directions de mémoires principalement dans le cadre du Diplôme Supérieur de Notariat, des masters de droit approfondi des affaires, droit notarial, droit des affaires et fiscalité.

Direction scientifique de colloques

- Les enjeux juridiques des NFTs : l'exemple du marché de l'art, Direction scientifique du colloque organisé par l'IDEA avec la participation de l'Institut Art et Droit, 2 juin 2021
- *La Justice prédictive*, Directeur scientifique du colloque avec Mme le Pr Stéphanie PORCHY-SIMON –Equipe de droit privé Louis JOSSERAND – Centre de droit de l'entreprise 31 mai 2018 ;
- *La blockchain : big-bang de la relation contractuelle ?* Directeur scientifique du colloque – Equipe de droit privé Louis Jossierand – Centre de droit de l'Entreprise et Institut de Droit des Affaires - 5 octobre 2017 ;
- Argent sale : prévenir et réprimer, Colloque organisé à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la création de l'IEJ, Université Jean Moulin – Lyon 3 et l'Ecole Nationale de la Magistrature, Lyon, le 29 juin 2012, Co-directeur scientifique Mme Anne-Sophie CHAVENT-LECLERE, Actes du colloque publiés aux éditions Les cahiers Lysias ;
- La question prioritaire de constitutionnalité, Colloque organisé par l'IEJ et le Centre de droit constitutionnel de l'Université Lyon 3 – 27 novembre 2009 ;
- La réforme des procédures collectives par l'ordonnance du 18 décembre 2008, Colloque organisé par l'IEJ de Lyon - 12 février 2009 ;
- La réforme de la saisie-contrefaçon, Colloque organisé par l'IEJ de Lyon le 3 mars 2008 ;
- Surendettement : état des lieux, Colloque organisé par l'IEJ de Lyon le 20 janvier 2008.

Jury de thèse

- Membre du jury de thèse de Mme Nabila BEN ALI-PRIEUR, les contrats d'exploitation des biens immatériels, décembre 2014, Directeur de recherche Mme le Professeur Joanna SCHMIDT ;
- Membre du jury de thèse de Mme CHAHOUB, L'assurance-crédit en droit interne, novembre 2010, Directeur de recherche Mme le Professeur Séverine CABRILLAC ;
- Membre du jury de thèse de M. SEYE, La pratique du cautionnement bancaire, décembre 2005, Directeur de recherche M. le Professeur Pascal ANCEL.

Enseignements et formations

1 – Enseignements universitaires en France

- 2004 – 2023 : Diplôme supérieur de notariat
- 2003 – 2011 : Droit des obligations, IEJ, préparation à l'examen d'accès au CRFPA –
- 2003 – 2023 : Droit des sociétés, cours magistraux licence, en master droit notarial et droit des affaires approfondi
- 2017 - 2023 : Droit des entreprises en difficultés, master droit des affaires et fiscalité
- 1999 – 2011 : Droit du crédit et des instruments de paiements, cours magistraux, master droit privé
- 2003 – 2010 : Droit des marques et des signes distinctifs, cours magistraux, master, droit de la propriété industrielle
- 1999 – 2003 : Droit de la concurrence, cours magistraux, master droit des affaires
- 1993 – 1999 : Travaux dirigés de droit des sociétés et de droit des obligations.

2 – Enseignements universitaires et missions à l'étranger

- Enseignements

- Université Nationale du Viet-Nam, Hanoï, Master, droit du crédit (Mars 2017 et 2018)
- Université Hassan 1^{er} Maroc, Droit des sociétés (2018)
- Université du Salvador, Buenos Aires, Argentine, en Licence Droit (2015-2017)
- Université Royale du Cambodge, Master, droit du crédit (2002- 2010)
- Université Française en Arménie, (Erevan) Licence, et Master droit des sociétés et droit des marques (2004 – 2010)
- Université Saint Joseph Beyrouth (Liban), Master, droit des marques (2004-2007)
- Université Ain Chams, Le Caire (Egypte), Licence, droit des sociétés (2004 -2007)

- Missions

- Février 2023 : Comores (Grande Comore, Anjouan, Mohéli) mission pour Expertise France – Mise en place d'un cycle préparatoire au concours d'accès à l'École de la Magistrature des Comores
- Juillet 2015 : Sofia, Bulgarie, Audit de la formation en droit auprès du Ministère de la Justice bulgare et auprès de l'Ambassade de France.
- Janvier 2015 : Applied Science University (ASU) – Bahrein, mission d'évaluation des diplômes de Licence et de Master
- 2009 : Université de Kaboul (Afghanistan), Mission exploratoire en vue d'un programme d'échange d'enseignants et d'étudiants dans le cadre du programme de rétablissement de l'Etat de droit de l'ONU
- 2008 : Expert pour le programme Open society de la Fondation Georges SOROS (Londres) pour la sélection d'étudiants boursiers des pays de la Communauté des Etats Indépendants (mission au Kazakhstan (Almaty) et Kirghizstan (Bichkek)
- 2004 : Université de Royale du Cambodge, Création d'un Institut de préparation aux concours d'accès aux professions judiciaires dans le cadre du programme de rétablissement de l'Etat de droit de l'ONU

- 1993- 1999 : Missions d’enseignements d’introduction au droit français (en anglais) dans les Universités de Leicester, et London Guildhall, Grande-Bretagne, et missions d’encadrement des étudiants français dans la cadre des programmes d’échange ERASMUS.

3– Formations professionnelles

- Banque de France - Institut de formation – IDEF

- 1993 - 2007 : Formateur stage « Droit bancaire »
- 1993 - 2011 : Formateur stage « Droit des affaires – Procédures collectives »

- Banque de France – Commission bancaire et Autorité de contrôle prudentiel et résolution

- 2000- 2014 : Formateur « Actualité jurisprudentielle et législative du droit bancaire », « Droit des sûretés », « Droit des sociétés et des procédures collectives »

- Banque de France – Institut Bancaire et Financier International - IBFI

- 1998 : Formateur auprès de la Banque centrale Russe « Droit bancaire »
- 2002 : Formateur auprès de la Banque centrale d’Algérie « Droit bancaire »
- 2004 : Mission d’expertise internationale auprès de la Banque centrale de Roumanie « Transposition de la directive européenne relative aux transferts transfrontaliers au sein de l’UE » - Harmonisation du droit roumain au regard du droit communautaire.

4 – Consultant

2010 - 2019 : Consultant pour la société d’avocats Lysias Partners - Paris

Responsabilités administratives universitaires

- 2021 : Vice-président de l’Université Jean Moulin – Lyon 3 en charge du budget et de l’immobilier
- 2015 – 2021 : Directeur de l’Institut de Droit et d’Economie des Affaires (IDEA)
- 2018-2021 : Directeur du master droit des affaires et fiscalité en formation continue
- 2018 - 2021 : Référent universitaire pour l’ANACOFI (Association Nationale des Conseils Financiers)
- 2017 - 2023 : Membre du CA de Lyon Place Financière
- 2017-2021 : Membre du CA de la Mutuelle SMERRA - MAGE
- 2017 - 2019 : Référent de l’Innovation, de la Créativité et de l’Entrepreneuriat
- 2012 - 2017 : Doyen de la Faculté de droit de l’Université Jean Moulin Lyon 3
- 2015 - 2019 : Directeur de l’Institut de Droit et d’Economie des Affaires de l’Université Lyon 3
- 2010 - 2017 : Membre du prix de de la Chaire Lyonnaise des Droits de l’Homme
- 2016 - 2019 : Membre du conseil d’administration de l’Université Jean Moulin –Lyon 3
- 2006 - 2012 : Directeur de l’Institut d’Etudes Judiciaires de l’Université Lyon 3
- 2003 - 2006 : Directeur adjoint de l’Institut d’Etudes Judiciaires de l’Université Lyon 3
- 2006 - 2011 : Membre du conseil d’administration de l’Ecole des Avocats de la région Rhône-Alpes
- 2007 - 2016 : Membre de la commission de validation des acquis de l’expérience

- 2003 - 2011 : Membre de la commission de spécialiste puis du comité de sélection de l'Université Jean Moulin Lyon 3 - Membre du collège d'experts
- 2009 - 2011 : Membre du comité de sélection de l'Université Jean Monnet Saint-Etienne
- 2007 - 2010 : Examineur spécialisé auprès de l'Ecole des avocats de la Région Rhône-Alpes pour l'obtention de la mention de spécialisation en droit commercial
- 2011 - 2012 : Nommé auprès du Conseil National des Barreaux comme examinateur spécialisé en droit bancaire
- 1997 - 1999 : Membre du Conseil d'administration de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin -Lyon 3

Responsabilités extra-universitaires

2014 – 2019 : Président de l'Orchestre Symphonique Rhône-Alpes Auvergne (OSYRA.fr)

2007 : Initiateur des Rencontres Droit Justice et Cinéma en collaboration avec l'Institut du Droit de l'Art et la Culture et le Barreau de Lyon.